**LES MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES
APPLICABLES A COMPTER DE LA SAISON 2021 / 2022**

- ✚ L'Assemblée Fédérale a adopté, le **12 mars 2021**, un certain nombre de modifications aux Règlements de la F.F.F., qui seront applicables à compter du 1^{er} juillet 2021.

Les informations correspondantes ont été publiées dans le N° 1668 du journal numérique « Yvelines Football » du 8 avril 2021.

➤ **LES REGLEMENTS GENERAUX DE LA F.F.F.**

1 / LE NOM DES CLUBS

Il est désormais prévu par l'article 36 des Règlements Généraux qu'en cas de changement de nom d'un club, le nouveau nom pourra être refusé par la Fédération notamment lorsque la dénomination du club :

- contient une référence à caractère politique, idéologique, religieux ou syndical,
- est susceptible de créer une confusion avec une instance (F.F.F., Ligue, District) ou avec un club déjà affilié,
- intègre, d'une quelconque manière, l'identité d'un partenaire privé (sauf le cas d'un club de Football d'Entreprise).

2 / LES ENTENTES ET LES GROUPEMENTS DE CLUBS

Les objectifs de la refonte de ces deux notions sont les suivants :

- clarifier la distinction entre d'une part **l'entente qui reste un acte ponctuel et temporaire** pour régler une situation de trou générationnel ou de reliquat d'effectif et d'autre part **le groupement qui résulte d'un projet de structuration ayant vocation à durer plusieurs saisons**,
- gommer la trop grande disparité d'interprétation et d'application des groupements et ententes,
- tendre vers une uniformisation sur tout le territoire.

La réglementation est désormais la suivante :

○ **L'ENTENTE**

Article - 39 bis L'entente **L'équipe en entente**

~~Les ententes sont annuelles, renouvelables. Elles doivent obtenir l'accord du Comité Directeur de Ligue/District concerné.~~

Pour l'ensemble du présent article, à chaque fois qu'il est fait référence au(x) District(s), il est précisé que la disposition vaut également pour les Ligues ne disposant pas de Districts.

~~1. Entente de jeunes~~

1. Dispositions communes

Les Districts peuvent autoriser leurs clubs à constituer des équipes en entente. L'entente permet à des clubs d'associer leurs joueurs afin de les faire jouer ensemble dans les compétitions de District. Ces clubs doivent appartenir au même District ou à deux Districts limitrophes d'une même Ligue.

Une équipe en entente ne peut participer aux compétitions que dans le respect des Règlements Généraux.

L'entente est annuelle **a une durée d'une saison**. Elle est renouvelable.

Les règlements spécifiques aux Ligues et Districts doivent préciser l'autorisation ou non pour une équipe en entente d'accéder à la division supérieure des compétitions qui lui sont accessibles. Une équipe en entente ne peut pas accéder aux championnats nationaux.

Les joueurs des équipes en entente conservent leur qualification au sein de leur club d'appartenance et peuvent simultanément participer avec celui-ci à toute autre compétition. **Leur licence est émise au nom de ce club.**

Chaque club participant à l'entente peut engager ses propres équipes, dans les compétitions auxquelles l'équipe en entente ne participe pas, excepté au plus bas niveau.

La demande de création de l'entente doit être formulée auprès du District au plus tard à la date de clôture des engagements de la catégorie concernée. Elle doit désigner le club responsable administrativement de l'équipe en entente (dit « club support ») et le(s) lieu(x) de pratique.

Le Comité de Direction du District est compétent pour valider la création de l'entente.

Le nombre d'équipes autorisées par club dans chaque catégorie est défini par le District concerné.

En fin de saison, si l'entente n'est pas renouvelée pour la saison suivante, les droits sportifs acquis par l'équipe en entente sont attribués exclusivement au club support, et en aucun cas à l'autre (l'un des autres) club(s) constituant(s).

A titre transitoire, toute entente engagée en championnat de Ligue pour la saison 2020 / 2021 pourra, si elle est renouvelée, continuer d'évoluer en championnat de Ligue. Une fois cette entente arrivée à échéance, il sera fait application de la règle prévue au paragraphe précédent.

2. Entente « Senior »

2. Dispositions spécifiques à l'équipe de jeunes en entente

La création d'une équipe en entente est possible dans toutes les catégories de jeunes.

Une équipe de jeunes en entente peut participer à l'ensemble des compétitions de District (selon le règlement de District ou de Ligue), sans possibilité d'accéder aux compétitions de Ligue.

Sauf dispositions particulières contraires, les ententes peuvent permettre aux clubs de satisfaire à l'obligation de présenter des équipes de jeunes dans les catégories concernées, à condition que le nombre des équipes en entente soit au moins égal au total des obligations des clubs constituants.

Les règlements doivent préciser le nombre minimum de licenciés des diverses catégories de jeunes devant appartenir à chaque club de l'entente pour pouvoir satisfaire à l'obligation de présenter des équipes de jeunes.

Rappel : Article 11.3 du Règlement Sportif du District des Yvelines :

L'entente ne concourt à la satisfaction des obligations en matière d'équipes de jeunes ou d'équipes Seniors :

- qu'au profit du seul club support, et pas en faveur de l'autre ou des autres club(s) constituant(s),
- qu'à la condition que le club support compte dans son effectif, au minimum 6 licencié(e)s de la catégorie d'âge concernée, et en aligne au moins 3 sur chaque feuille de match.

Pour le football d'animation, le club doit avoir au moins 5 licenciés dans l'effectif et au moins 3 alignés sur chaque feuille de match.

Un club dont une équipe Senior masculine ou féminine évolue dans un championnat national peut avoir un ou plusieurs équipes de jeunes en entente, mais l'entente ne lui permet pas de répondre aux obligations imposées aux clubs du championnat national concerné.

3. Dispositions spécifiques aux équipes Seniors en entente

La création d'une équipe en entente est possible pour les Seniors masculins et les Seniors féminines.

Une équipe Senior masculine en entente peut participer à l'ensemble des compétitions de District hormis les deux divisions supérieures (la dernière division de Ligue quand celle-ci n'a pas de District), **(selon le règlement de District ou de Ligue), sans possibilité d'accéder aux compétitions de Ligue.**

Une équipe Senior féminine en entente peut participer à l'ensemble des compétitions de District, **ou de Ligue si le District concerné n'organise pas de championnat Senior féminin**, hormis les deux divisions supérieures (la dernière division de Ligue quand celle-ci n'a pas de District) excepté le niveau supérieur de Ligue. **Par exception, le Comité de Direction de la Ligue est compétent pour valider la création de l'entente lorsque le District concerné n'organise pas de championnat Senior féminin.**

La constitution d'une équipe Senior en entente ne dispense pas chacun des clubs de ses obligations vis-à-vis du Statut de l'Arbitrage.

o LE GROUPEMENT DE CLUBS

Article - 39 ter Le groupement de clubs

1. Dispositions communes

Afin de promouvoir, améliorer et développer la pratique du football, les clubs peuvent former des groupements.

Un groupement de clubs de football voisins peut être créé. Seuls des clubs limitrophes peuvent former un groupement.

Il peut s'agir de clubs issus de Districts différents ou de Ligues différentes, sous réserve de l'accord des Districts / Ligues concerné(e)s.

Les joueurs des catégories concernées par le groupement sont licenciés au sein de leur club d'appartenance.

Tous les licenciés dans un des clubs adhérents sont à ce titre autorisés à jouer dans les équipes du groupement. La Ligue fait figurer le nom dudit groupement sur les licences des joueurs concernés. **Toutefois, le nom du groupement est mentionné sur leur licence, ce qui autorise les joueurs à jouer dans les équipes dudit groupement.**

Un club adhérent à un groupement ne peut pas engager une équipe sous son propre nom dans les compétitions des catégories d'âge concernées par le groupement, ni créer une entente avec un club extérieur audit groupement.

Les équipes du groupement sont obligatoirement engagées sous l'appellation de ce dernier.

Un groupement a une durée minimale de trois saisons, renouvelable.

Les clubs désirant former un groupement doivent conclure la convention prévue à cet effet, disponible dans les Ligues et Districts.

Un correspondant unique chargé des relations entre les clubs et avec les instances doit être identifié.

C'est le Comité de Direction de la Ligue qui apprécie, au regard des spécificités géographiques et du projet présenté, le nombre de clubs participant au groupement.

Le projet de création du groupement doit parvenir à la Ligue, après avis du(des) District(s) sur sa faisabilité et son opportunité, au plus tard à la date fixée par la Ligue.

L'homologation définitive du groupement, par le Comité de Direction de la Ligue, est subordonnée à la production, **à une date fixée par la Ligue, du procès-verbal de l'assemblée générale de chacun des clubs concernés actant la création du groupement et de la convention, dûment complétée et signée. Par ailleurs, si le groupement a été constitué sous la forme d'une association loi 1901, il est alors nécessaire de produire également le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive du groupement, ainsi que les statuts du groupement et la composition de son Comité Directeur. Le groupement constitué sous forme d'association n'a pas pour autant la qualité de club affilié à la FFF.**

Si le groupement est créé entre des clubs issus de Districts ou de Ligues différents, la procédure doit être effectuée auprès de chaque instance. La convention doit alors indiquer le seul District / la seule Ligue où évoluera la totalité de ses équipes.

Tous les cas non prévus par les règlements sont tranchés par le Comité de Direction de la Ligue.

Si un club quitte le groupement, ses joueurs ne sont plus autorisés à pratiquer pour ledit groupement et réintègrent les équipes de leur club d'appartenance à la fin de la saison sportive. **Le club qui quitte le groupement avant la fin de la période de trois ans n'est pas autorisé à créer un autre groupement avec d'autres clubs ou à participer à une entente avant le terme prévu par la convention. La saison suivante, le club engage ses propres équipes des catégories jusqu'alors incluses dans le groupement au niveau le plus bas.**

Si un club souhaite se retirer du groupement à l'expiration de la convention, il devra avertir les autres clubs avant le 1er mai et les instances (District et Ligue) avant le 31 mai, par messagerie officielle.

Si la convention n'est pas reconduite à son expiration ou si tous les clubs signataires décident d'y mettre un terme anticipé :

- le groupement disparaît,
- la saison suivante, les clubs engagent leurs propres équipes des catégories jusqu'alors incluses dans le groupement au niveau le plus bas, sauf si un accord intervient entre tous les clubs du groupement sur la répartition des places libérées. Le Comité de Direction de la Ligue, après avis du District concerné pour les compétitions qu'il organise, décide s'il accepte ou refuse cet accord.

11. La convention type du groupement est disponible sur demande écrite auprès du District. Afin d'assurer le suivi de son bon fonctionnement et de contrôler le respect de la convention, le groupement fait parvenir pour le 30 avril à son District (pour avis) et à la Ligue (pour décision), un bilan annuel (nombre de licenciés et d'équipes, évolution des effectifs, formation d'éducateurs, etc.).

2. Dispositions spécifiques au groupement de clubs en matière de jeunes

La création d'un groupement en matière de jeunes consiste, pour les clubs concernés, à mettre en commun l'intégralité de leurs licenciés des catégories U12 à U18 (filles et garçons ou bien uniquement filles ou uniquement garçons).

Peuvent également y être intégrés :

- l'ensemble des catégories du football d'animation (U6-U11),
- les catégories U19 et U20, en fonction de la structure des championnats des Districts et Ligues concernés.

A noter qu'ultérieurement, le 4 juin 2021, l'Assemblée Fédérale a à nouveau modifié les règles pour dire que :

. l'obligation, en cas de création d'un groupement en matière de jeunes, concernerait l'intégralité des licenciés des catégories **U 14** à U 18 (filles et garçons ou bien uniquement filles ou uniquement garçons).

. Peuvent également y être intégrés :

- les catégories U6 à U11,

- **les catégories U12 et U13,**

- les catégories U19 et U20, en fonction de la structure des championnats des Districts et Ligues concernés.

Les équipes du groupement peuvent participer :

- aux compétitions de District et de Ligue,

- **à la Coupe Gambardella-Crédit Agricole.**

Toutefois, elles ne peuvent pas accéder aux championnats nationaux.

Les équipes du groupement prennent les places hiérarchiques laissées libres par celles des clubs adhérents. Il n'est enregistré qu'une seule équipe par niveau, excepté pour le dernier niveau où les équipes sont réparties dans des groupes différents.

Le groupement doit compter au moins autant d'équipes que les Règlements de la Ligue ou du District en imposent à l'ensemble des clubs constituants. A défaut, aucun des clubs le composant n'est en règle.

Un club dont une équipe Senior masculine ou féminine évolue dans un championnat national peut appartenir à un groupement en matière de jeunes, mais le groupement ne lui permet pas de répondre aux obligations imposées aux clubs du championnat national concerné, sauf en Championnat National 3.

3. Dispositions spécifiques au groupement de clubs en matière de Seniors féminines

Ce groupement consiste, pour les clubs concernés, à mettre en commun ***l'intégralité de leurs licenciées Seniors féminines.***

Un club féminin peut participer à un groupement.

Les équipes du groupement peuvent participer :

- aux compétitions de District et de Ligue,

- **à la Coupe de France Féminine.**

Toutefois, elles ne peuvent pas accéder aux championnats nationaux.

Les équipes du groupement prennent les places hiérarchiques laissées libres par celles des clubs adhérents. Il n'est enregistré qu'une seule équipe par niveau, excepté pour le dernier niveau où les équipes sont réparties dans des groupes différents.

3 / LA LICENCE VOLONTAIRE

Il a été décidé de **créer un niveau intermédiaire à l'actuelle licence « Dirigeant »**, ayant pour but d'identifier le plus grand nombre de personnes impliquées dans les clubs d'une manière ou d'une autre et de valoriser l'implication bénévole dans les clubs.

Cette nouvelle licence sera nommée **licence « Volontaire »** afin de souligner l'appartenance au club. Elle est réservée à toutes les **fonctions non officielles** au sein d'un club (parent accompagnateur, intendance, événementiel, buvette..., etc.).

4 / LE CERTIFICAT MEDICAL DE NON CONTRE-INDICATION POUR LES MINEURS

La Loi du 7 décembre 2020 a modifié l'article L.231-2 du Code du sport pour soumettre les majeurs et les mineurs à des régimes différents en matière d'examen médical préalable à la délivrance d'une licence sportive.

Il a donc été nécessaire de modifier l'article 70 des Règlements Généraux pour le mettre en conformité avec la Loi, en distinguant le cas du joueur majeur et le cas du joueur mineur.

Pour le joueur majeur, aucun changement : par principe il est soumis à l'obligation de fournir un certificat médical et celui-ci reste valable pour les 2 saisons suivantes sous réserve, chaque saison, d'avoir répondu non à toutes les questions du questionnaire de santé.

Pour le joueur mineur, le principe s'inverse avec cette nouvelle loi : par principe, il n'est pas soumis à l'obligation de fournir un certificat médical et ce n'est donc que dans l'hypothèse où il répond OUI à une ou plusieurs questions du questionnaire de santé qu'il sera soumis à l'obligation de fournir un certificat médical, **qui vaut alors pour 1 seule saison.**

Attention :

Cette Loi a aussi un impact indirect sur le surclassement simple, réglementé à l'article 73.1 : en effet, sauf le cas où par exception, il doit fournir un certificat médical, le joueur mineur ne fera plus l'objet d'une autorisation médicale explicite de **surclassement simple** figurant sur la demande de licence.

Il faudra donc désormais considérer que le fait pour le joueur mineur et ses parents d'avoir répondu NON à toutes les questions du questionnaire de santé revient à autoriser l'intéressé à jouer dans les compétitions de la catégorie d'âge immédiatement supérieure à la sienne.

En revanche, en ce qui concerne le **double surclassement** (article 73.2), le principe posé à l'article 70.4 demeure, à savoir que le joueur mineur, s'il veut bénéficier d'un double surclassement, devra impérativement, comme actuellement, fournir un certificat médical de non contre-indication comprenant une autorisation parentale, délivré par un médecin fédéral, certificat approuvé par la Commission Régionale Médicale.

5 / LES TRANSFERTS INTERNATIONAUX

Jusqu'alors, l'article 110.1 des Règlements Généraux prévoyait que si, dans un délai de 30 jours, un Certificat International de Transfert n'était pas délivré faute de réponse de la Fédération étrangère quittée ou de raison valable justifiant son refus, la Fédération d'accueil pouvait émettre en faveur du joueur un enregistrement provisoire.

Ce délai de 30 jours est désormais **ramené à 7 jours.**

6 / LA DISPENSE DU CACHET MUTATION POUR LES JOUEUSES

Jusqu'alors, une joueuse qui quittait son club obtenait une licence Mutation sauf les joueuses U 6 F à U 11 F.

La modification de l'article 117.b) des Règlements Généraux permet désormais à la joueuse qui quitte son club **pour participer exclusivement en compétition féminine** alors que son club d'appartenance ne possède pas de section féminine, d'obtenir la dispense du cachet Mutation.

7 / LA MIXITE DES EQUIPES

La participation des équipes U 15 F à des épreuves régionales ou départementales masculines U 13, U 14 ou U 15, à 11 ou à 8, est désormais **subordonnée à l'accord du Comité de Direction du District ou de la Ligue**, après avis de l'équipe technique régionale.

Le Comité de Direction du District a, depuis, lors de sa réunion du 24 juin 2021, décidé, après concertation avec la Ligue, que la participation d'une équipe U15 F à des épreuves masculines U13, U14 ou U15, à 11 ou à 8, ne serait être autorisée que si le club concerné :

- . a une équipe engagée en Championnat de France Féminin de D 1 ou de D 2 ou en Championnat National U 19 F,
- et
- . engage, pour la même saison, une équipe dans les épreuves régionales ou départementales féminines U 15 F, à 11 si le club participe avec son équipe U 15 F à une épreuve masculine à 11 ou à 8 s'il participe à une épreuve masculine à 8, et y participe jusqu'à leur terme.

8 / PURGE D'UNE SUSPENSION AVEC LES AUTRES EQUIPES DU CLUB

Il a été intégré dans les Règlements le fait qu'un joueur exclu **ne peut pas inclure dans la purge de sa suspension un match disputé par une autre équipe de son club le jour-même de son exclusion ou le lendemain.**

La purge avec une autre équipe du club n'est donc possible qu'à compter du surlendemain de l'exclusion.

Cela vaut aussi pour l'Entraîneur ou le Dirigeant exclu par l'Arbitre.

9 / AUDITIONS PAR VISIOCONFERENCE

En **matière règlementaire**, est supprimée l'obligation de recueillir l'accord écrit des parties pour pouvoir procéder, à distance, à une audition par une Commission.

En revanche, en **matière disciplinaire**, cette obligation est maintenue car elle est prévue dans le règlement disciplinaire-type imposé aux Fédérations par le Code du sport.

Par ailleurs, a été supprimée l'obligation, tant en matière règlementaire que disciplinaire, de réaliser les auditions à distance depuis les locaux des instances, l'expérience récente ayant montré que les auditions depuis le domicile des intéressés fonctionnent sans difficulté.

10 / PENALITES

L'article 204 des Règlements Généraux a été modifié comme suit, pour le mettre en conformité avec le Code d'Ethique de la F.I.F.A. :

Lorsqu'ils visent **la Fédération, ses Ligues, ses Districts, tout club ou toute personne physique visée à l'article 2**, sont susceptibles d'être sanctionnés :

- tous **propos** injurieux, **méprisants**, toute expression ou outrageants,
 - tous **propos à caractère diffamatoire, qu'ils soient insinués ou tenus ouvertement**,
 - **toutes accusations qui ne sont pas appuyées par** une présomption grave ou un commencement de preuve,
- et ce, sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient être encourues.

➤ **LE REGLEMENT DISCIPLINAIRE**

○ **LA TENTATIVE D'AGISSEMENTS REPREHENSIBLES**

Le Règlement Disciplinaire prévoit désormais expressément que **le fait de tenter de commettre des agissements répréhensibles peut donner lieu à l'engagement de poursuites disciplinaires.**

○ **LES MODALITES DE PURGE DES SUSPENSIONS**

Ont été reformulées et précisées les conditions dans lesquelles est possible la purge des sanctions dans la continuité.

<i>Texte actuel</i>	<i>Nouveau texte</i>
<p>Article 4.5 – Les modalités d’exécution Les sanctions disciplinaires doivent être exécutées dès leur publication sur Footclubs, selon les informations qui y sont indiquées. A défaut de dispositions particulières, les sanctions prononcées par l’organe disciplinaire de première instance prennent effet à partir du lundi zéro heure qui suit leur prononcé.</p> <p>Cette date d’effet n'est toutefois pas applicable dans les cas suivants, la sanction devant être purgée dans la continuité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le licencié automatiquement suspendu pour le match de compétition officielle suivant celui à l’occasion duquel il a été exclu par l’arbitre (article 4.2 du présent règlement) ; - l’assujetti ayant fait l’objet d’une mesure conservatoire (article 3.3.3 du présent règlement). <p>Il en est de même pour les sanctions aggravées pouvant être prononcées par l’organe disciplinaire d’appel.</p> <p>[...]</p>	<p>Article 4.5 – Les modalités d’exécution Les sanctions disciplinaires doivent être exécutées dès leur publication sur Footclubs, selon les informations qui y sont indiquées. A défaut de dispositions ou circonstances particulières, les sanctions prononcées par l’organe disciplinaire de première instance prennent effet à partir du lundi zéro heure qui suit leur prononcé.</p> <p>Par dérogation à ce principe, doivent être purgées dans la continuité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la sanction infligée au licencié en complément de sa suspension automatique pour le match de compétition officielle suivant celui à l’occasion duquel il a été exclu par l’arbitre (article 4.2 du présent règlement), à la condition qu’aucun match de compétition officielle n’ait eu lieu entre la purge du match automatique et le prononcé de ladite sanction, - la sanction infligée à l’assujetti ayant préalablement fait l’objet d’une mesure conservatoire (article 3.3.3 du présent règlement), - la sanction aggravée par l’organe disciplinaire d’appel, à la condition que la sanction prononcée en première instance n’ait pas encore été intégralement purgée. <p>[...]</p>

➤ **LE BAREME DISCIPLINAIRE**

○ **LE CUMUL D’AVERTISSEMENTS**

La Loi 10 des Lois du Jeu a été modifiée par l'International Football Association Board, pour préciser que si un joueur reçoit un avertissement pendant le match, puis **un second avertissement pendant la séance des tirs aux buts, il ne sera pas exclu par l’Arbitre.**

Ce joueur reste toutefois soumis à l’application de la règle des 3 avertissements dans une période inférieure ou égale à 3 mois, quand bien même 2 avertissements lui ont été infligés lors d’une même rencontre.

○ **LA DEFINITION DU COMPORTEMENT DISCRIMINATOIRE**

L'article 9 du Barème Disciplinaire a été modifié pour définir comme suit le comportement discriminatoire :

« Propos, geste et/ou attitude visant une personne en raison notamment de son **origine** ethnique, sa nationalité, **sa situation géographique, sa langue, ses convictions politiques et religieuses, sa situation sociale**, son apparence physique, son handicap, son sexe ou son orientation sexuelle. »

oooooo

✚ L'Assemblée Fédérale a adopté, **le 4 juin 2021**, quelques modifications aux Règlements de la F.F.F., qui sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2021.

➤ **LES REGLEMENTS GENERAUX DE LA F.F.F.**

LE TAMPON/CACHET DU MEDECIN SUR LE CERTIFICAT MEDICAL

L'article 76 du Code de déontologie médicale, qui reprend l'article R.4127-76 du code de la santé publique, prévoit que « *tout certificat, ordonnance, attestation ou document délivré par un médecin doit être rédigé lisiblement en langue française et daté, permettre l'identification du praticien dont il émane et être signé par lui* ».

De nombreux médecins ont recours à la signature électronique et n'utilisent plus de tampon ou cachet. Il a donc été décidé de faire une distinction entre :

- la demande de licence traditionnelle, établie sur un bordereau papier, laquelle devra continuer de comporter la signature manuscrite du médecin et son cachet,
- la demande de licence dématérialisée, à laquelle est joint un certificat médical établi sur un papier à en-tête, lequel pourra comporter la signature électronique du médecin et ne devra pas impérativement comporter son cachet.

➤ **LE STATUT DE L'ARBITRAGE**

L'EXAMEN MEDICAL DES ARBITRES

Désormais :

- . Les arbitres des Ligues et des Districts de **moins de 18 ans** sont soumis au même régime d'examen médical que les joueurs mineurs, tel que défini à l'article 70.2 des Règlements Généraux de la FFF.
- . Les arbitres des Ligues et des Districts **de 18 à 34 ans** sont soumis au même régime d'examen médical que les joueurs majeurs, tel que défini à l'article 70.1 des Règlements Généraux de la FFF.
- . Les arbitres des Ligues et des Districts **à partir de 35 ans** sont soumis à un examen médical annuel qui peut être effectué par le médecin traitant.

Il résulte de ces dispositions, qui sont d'application immédiate, que dans de nombreux cas, **sauf l'exception liée aux réponses au questionnaire de santé**, l'examen médical ne sera plus nécessaire (pour les mineurs) ou ne sera nécessaire que tous les 3 ans (pour les arbitres de 18 à 34 ans).

✚ Deux autres modifications réglementaires résultent de décisions à prendre par la Ligue et concernent le Football Féminin

1 / LE NOMBRE DE JOEUSES DES COMPETITIONS FEMININES A EFFECTIF REDUIT

Lorsqu'avait été mise en oeuvre la réforme des Championnats Régionaux féminins, voici quelques années, la question s'était posée de savoir si le football féminin à effectif réduit devait se jouer **à 7 ou à 8 joueuses**.

Il avait alors été indiqué par la Ligue que ce devait être à 7 joueuses, comme cela figure aux procès-verbaux du Comité de Direction de la Ligue des 2 mai 2017 et 4 juin 2018, qui parlent bien des « Critériums Départementaux Seniors Féminines à 7 ».

Il apparaît toutefois que **dans les autres Districts Franciliens, les compétitions féminines à effectif réduit se déroulent actuellement à 8 joueuses.**

La question a donc été posée à la Ligue, le 24 mai 2021, de savoir s'il n'était pas souhaitable, dans un souci d'harmonisation, que les rencontres des compétitions féminines à effectif réduit se déroulent partout avec 8 joueuses (Seniors F, U 18 F et U 15 F).

La question avait été évoquée le 28 mai, lors d'une réunion Président de Ligue / Présidents de Districts, mais sans que cela débouche sur une position.

Une décision du Comité de Direction de la Ligue était attendue lors de sa réunion du 26 juin, mais la question n'a pas été évoquée.

Dès lors qu'il était indispensable que les clubs connaissent rapidement les conditions dans lesquelles se dérouleront, lors de la saison 2021 / 2022, les compétitions féminines à effectif réduit du District, le Comité de Direction du District a décidé, lors de sa réunion du 15 juillet, que **les compétitions féminines à effectif réduit du District se déroulaient désormais à 8 joueuses.**

2 / L'ÉVOLUTION DES CRITERIUMS REGIONAUX U 15 F et U 18 F A 11

Le Comité de Direction de la Ligue avait pris connaissance, le 21 mai 2021, du projet d'évolution des Critériums Régionaux U 15 F et U 18 F, sans montées ni descentes, projet au terme duquel seraient mis en place des Championnats Régionaux U 15 F et U 18 F, avec 3 Divisions et il avait décidé de surseoir à statuer, dans l'attente de l'avis des clubs concernés sur ledit projet.

A ce titre, une réunion de présentation du projet auxdits clubs a, depuis, été organisée.

Le Comité de Direction de la Ligue a décidé, lors de sa réunion du 26 juin 2021, l'organisation, à compter de la saison 2022 / 2023, d'une part d'un Championnat Régional U 15 F et d'autre part d'un Championnat Régional U 18 F.

La saison 2021 / 2022 constituera donc une saison transitoire, pour passer des actuels Critériums à des Championnats construits sur **3 niveaux (R 1, R 2 et R 3)** qui intégreront **des montées et des descentes.**

Une dernière nouveauté, qui concerne les modifications structurelles des clubs :

Changement de nom
Changement de siège social
Fusion (Fusion-création et Fusion-absorption)
Inactivité
Reprise d'activité
Cessation définitive d'activité

Ces modifications sont désormais à déclarer **en ligne, sur Footclubs**, onglet « **Organisation** », puis « **Vie des clubs** ».

A noter enfin que le Comité de Direction de la Ligue a, lors de sa réunion du 26 juin 2021, fixé comme suit, dans le Règlement Sportif Général de la Ligue, **les calendriers à respecter en cas de fusion de clubs, d'ententes et de groupement de clubs.**

Article 11.6 - Fusion

La fusion, dont les modalités sont définies à l'article 39 des Règlements Généraux de la F.F.F., est réalisée selon le calendrier suivant :

- . **avant le 15 mai**, transmission du projet de fusion au District, puis à la Ligue pour avis,
- . **au plus tard le 31 mai**, avis de la Ligue sur le projet de fusion,
- . **au plus tard le 1^{er} juillet**, transmission des pièces listées à l'article 39 susvisé pour la validation définitive de la fusion.

Article 11.7 - Equipe en entente

L'entente dont les modalités sont définies à l'article 39 bis des Règlements Généraux de la F.F.F., a une durée d'une saison. Elle est renouvelable.

La demande de création de l'entente doit être formulée auprès du District ou de la Ligue (si le District n'organise pas de Championnat de la catégorie concernée par la création de l'entente) **au plus tard à la date de clôture des engagements dans la catégorie concernée.**

Elle doit désigner le club responsable administrativement de l'équipe en entente (dit « club support ») et le(s) lieu(x) de pratique.

Article 11.8 - Le groupement de clubs

Le groupement de clubs dont les modalités sont définies à l'article 39 ter des Règlements Généraux de la F.F.F., a une durée minimale de 3 saisons, renouvelable.

Le projet de création du groupement doit parvenir à la Ligue, après avis du District sur sa faisabilité et son opportunité, **au plus tard le 15 mai.**

L'homologation définitive du groupement par le Comité de Direction de la Ligue est subordonnée à la production des pièces listées à l'article 39 ter susvisé **au plus tard le 1^{er} juillet.**

L'Agenda du club sera mis à jour en conséquence.